



# LA MICRO FINANCE ISLAMIQUE A DJIBOUTI

Mahdi Mohamed Djama

# **RAPPEL HISTORIQUE**

La République de Djibouti, à l'instar des autres pays du monde musulman, dispose d'outils de financements basés sur la charia et qui sont proposés par les banques islamiques de la place. Or, ces banques islamiques comme pour les banques conventionnelles, s'adressent généralement à une clientèle solvable avec des projets bancables. La population vulnérable se trouve ainsi exclu du circuit de financement.

Et cette exclusion des pauvres du système financier classique les rend inaptes à participer au processus de développement.

Pour y remédier et lutter efficacement contre la pauvreté, le Gouvernement djiboutien a mis en place, à travers l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS), les Caisses Populaires d'Épargne et des Crédits (CPEC) qui octroient des financements conventionnels.

Et pour compléter l'offre de financement et répondre aux besoins de nombreux clients qui ne veulent pas utiliser la micro finance classique, pour cause de non-conformité à la charia, le Gouvernement a introduit la finance islamique. Ainsi, sur financement de la BID et à la demande de l'ADDS, une Unité Pilote de Micro Finance Islamique a été créée à Balbala. Elle a reçu l'agrément de la BCD.

# **QU'EST-CE QUE LA MICRO FINANCE ISLAMIQUE**

Comme la finance islamique, précédemment expliquée par les autres intervenants, la micro finance islamique s'abstient de pratiques qui ne sont pas conformes à la loi islamique – la sharia – comme le fait de fournir ou de recevoir un taux de rendement fixe, prédéterminé sur les opérations financières. Les bénéfices et les rendements sont dictés par des biens matériels ou des services discrets identifiables, par opposition à la valeur monétaire. L'approche est fondée sur les ressources et non pas sur les créances, comme dans la finance conventionnelle. Contrairement à la micro finance conventionnelle, les modalités et conditions de la micro finance islamique sont plus favorables et accessibles aux populations les plus vulnérables et défavorisées.

Elle repose sur « le partage des risques et des bénéfices, des taux de remboursement fixes et la transparence, de façon à protéger le bien-être social et la justice » (FIDA).

Les produits financiers proposés sont identiques à ceux de la finance islamique à savoir le murabaha, musharaka, le mudaraba, istisna`a (contrat de change) et enfin le Qard al hassan (prêt sans intérêts utilisé pour combler les déficits de financement à court terme).



En phase avec la sharia qui interdit de réaliser un quelconque rendement sur les opérations financières, les produits de la micro finance islamique ont un taux de remboursement fixe sans possibilité de réaliser un bénéfice sur le taux d'intérêt.

- **Transparence**: La micro finance islamique stipule des contrats à engagement fixe qui est communiqué à l'avance au client.
- **Bien-être social et justice** : l'objectif ultime des modalités de micro finance islamique est d'assurer la croissance en privilégiant le bien-être social et la justice.

# **LE STATUT DE LA MICRO FINANCE ISLAMIQUE DANS LE MONDE**

[Le Réseau de micro finance islamique](#), créé en 2009, déclarait en juin 2011 « que plus de 40% des plus pauvres au monde résident dans des pays de religion musulmane » et qu'à ce titre, « la micro finance islamique est la solution pour résoudre la pauvreté mondiale ». Or, en dépit de son intérêt dans les pays musulmans, la micro finance islamique demeure peu développée et pesait moins de 1% de la micro finance mondiale qui totalise environ 190 millions clients selon [la Microcredit Summit Campaign](#).

Selon les statistiques du réseau, il existe plus de 300 Institutions de micro finance (IMF) islamiques dans le monde. Mohammed Abdullah de la Deutsche Bank indiquait en avril 2010, dans une publication du [CGAP](#), que ces institutions atteignent 300 000 clients.

# **LA MICRO FINANCE ISLAMIQUE A DJIBOUTI**

**ZONE D'INTERVENTION PRIORITAIRE :**  
**BALBALA**

La micro finance islamique demeure embryonnaire à Djibouti car introduite en 2011 par l'ADDS sous forme d'Unité Pilote de Micro Finance Islamique. Elle a débuté ses activités en 2012 et est destinée à évoluer à terme vers le statut d'IMF. Introduite par le programme PREPUD et en particulier le PREPUD BID à Balbala avec un financement d'un million de dollars, l'UPMI intervient, dans sa phase pilote, principalement sur cinq quartiers de Balbala :

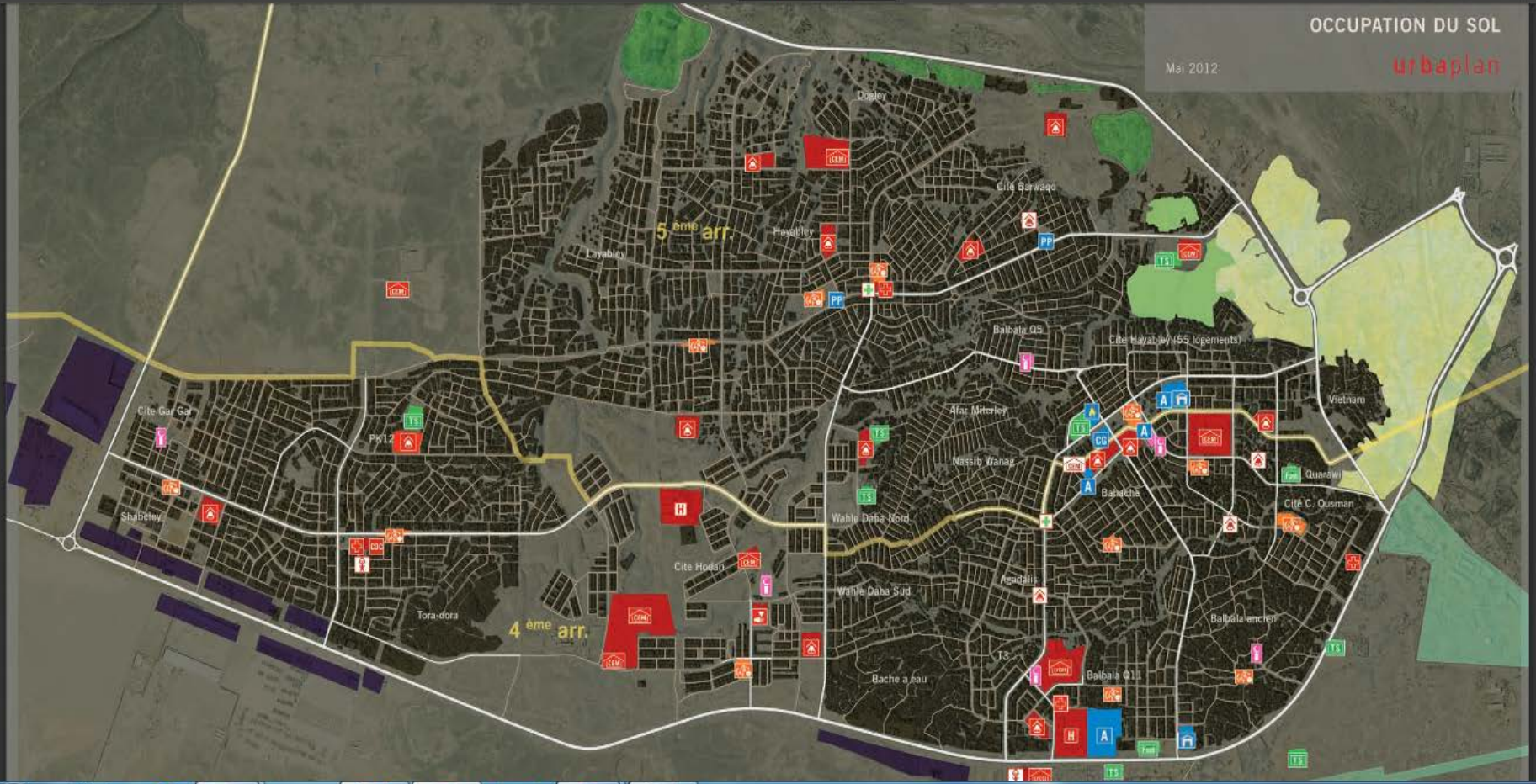
- Ancien Balbala,
- Quartier 5,
- Quarawill,
- Bahache,
- Cheick Moussa.

20% du financement est destiné aux autres quartiers de la ville de Djibouti.

OCCUPATION DU SOL

Mai 2012

urbaplan





Ce programme vise à mettre en place une assistance financière intégrée en faveur des démunis de la communauté de Balbala et en particulier les femmes au foyer et jeunes sans emplois potentiellement actifs. Cet outil financier a déjà permis d'octroyer 199 crédits pour un montant de **66 millions** de FD ( USD 372.000). L'UMFI a octroyé :

- \* 78 crédits individuels femmes

- \* 67 crédits individuels hommes

- \* 42 groupes solidaires femmes et 9 groupes hommes

- \* 3 groupes solidaires mixtes

Au total, 221 femmes et 103 hommes ont bénéficié de ce financement.

Le portefeuille se répartit comme suit

- ***Court terme***: 53.94 millions de FD
- ***Moyen terme***: 8.80 millions de FD
- ***Long terme*** : 3.25 millions de FD

Les projets financés sont de type murabaha (alimentation générale, etc.) et n'excèdent pas :

- **Survie** : jusqu'à 300 000 FDJ
- **AGR** : 300 000 à 1 000 000 FDJ
- **Les activités de sous-traitance, micro entreprise** : jusqu'à 1 500 000 FDJ

### **Durée**

- Activité de survie : 6-8 mois
- AGRS : 1 an
- Microprojets : 2 ans

### **Portefeuille à risque:**

\* **30 j: 8.73%**

\* **90 j: 5.47%**

\* **180 j: 3.64%**

\* **365 j: 2.17%**

**DIFFICULTES**

- Absence de cadre juridique, fiscale et sociale
- Problématique de la disponibilité localement d'experts en micro-finance islamique
- Absence de charia board et cout élevé de cette expertise pour ce secteur embryonnaire
- Besoins de financement des institutions de micro finance notamment en ressources longues.
- Désintérêt des banques islamiques de ce secteur. Cette situation n'est cependant pas spécifique à Djibouti . En effet, le [Dr Mohammed Obaidullah](#), économiste à la Banque de Développement Islamique, déclarait que « **L'industrie de la finance islamique a souvent montré un faible intérêt pour la micro finance et la lutte contre la pauvreté** ». Historiquement, les banques islamiques se seraient concentrées sur la finance mondialisée et sur la « méso-économie ». « **La finance islamique manie le milliard de dollars plus facilement que le microcrédit** », confirme Mansour Ndiaye.

# RECOMMENDATIONS

- ★ La micro finance islamique doit être prise en compte dans les stratégies gouvernementales comme un outil de lutte contre la pauvreté.
- ★ Mise en place d'un cadre juridique et réglementaire
  - ★ La nécessité d'apporter des réponses aux besoins de financement des institutions de micro finance notamment en ressources longues.
- ★ Utilisation des fonds du zakat et waqf comme source de financement de projets et de fonds de garantie
- ★ Développer la formation universitaire en finance islamique.
- ★ Nécessité d'un appui des institutions de normalisation de la finance islamique et de la BID en termes de renforcement des capacités.
- ★ Création de charia board pour la micro finance islamique.
- ★ Vulgariser la micro-finance islamique